



a programme funded by the European Union /
un programme financé par l'Union européenne /
برنامج ممول من الإتحاد الأوروبي



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Convention France-UNESCO
pour le patrimoine

Euromed Heritage التراث الأوروبي المتوسطي

strengthening of institutional and legal frameworks /
renforcement du cadre institutionnel et juridique /
تعزيز الأطر المؤسسية والقانونية

workshop on
inventories /
atelier sur les
inventaires /
ورشة عمل قانونية
عن قوائم الجرد

Recommendations /
/ Recommendations

10>12 / 12 / 2008

UNESCO headquarters, Paris /
siège de l'UNESCO, Paris /

مقر UNESCO، باريس



PRESENTATION

Jean-Louis LUXEN
Senior Legal Expert
RMSU

Ces Actes contiennent les documents relatifs à l'atelier "INVENTAIRES" qui s'est tenu au siège de l'UNESCO, à Paris. Il est le résultat d'une coopération fructueuse entre le programme EUROMED HERITAGE de l'Union Européenne et la Convention France-UNESCO.

L'atelier s'inscrit parmi diverses activités prévues pour répondre au souhait exprimé par les pays partenaires d'Afrique du Nord et du Proche Orient en vue d'un renforcement du cadre institutionnel et légal de leur politique patrimoniale. Tout naturellement, la tenue des inventaires s'est imposée comme la démarche fondamentale de connaissance et de protection du patrimoine.

D'autres ateliers sont prévus sur la lutte contre le trafic illicite, la réhabilitation des villes anciennes, l'économie du patrimoine et le financement de la conservation, la formation et l'éducation.

Pour ce qui concerne les inventaires, tous les pays ont un cadre législatif et réglementaire semblable, assez conforme aux normes internationales. Ils prescrivent tous la tenue d'inventaires, parfois depuis plus d'un siècle. Les différences apparaissent surtout dans l'application de ces réglementations, dans l'organisation des services en charge des inventaires et leurs relations entre eux, ainsi que dans le niveau des ressources humaines et financières.

L'atelier visait à dégager les impératifs d'une mise à jour des méthodes de collectes des données et de leur traitement. Cette mise à jour est rendue nécessaire par le recours aux nouvelles technologies d'information et de communication. Les inventaires sont aussi amenés à couvrir toutes les dimensions d'un patrimoine de conception moderne globale : culture et nature, meuble et immeuble, matériel et immatériel, dans une perspective d'aménagement du territoire et de développement humain durable. La coopération entre les pays méditerranéens permet un échange fructueux d'expériences, d'idées et de bonnes pratiques.

Avant l'atelier, un "document de référence" a été soumis aux participants des différents pays et organismes internationaux en vue de recueillir leurs vues, leurs propositions, leurs projets. Seize "contributions aux débats" ont été recueillies et diffusées auprès des participants avant même la réunion, permettant ainsi à l'atelier de se concentrer sur l'examen des problématiques.

Ce dossier met à votre disposition le document de référence, les contributions écrites des participants (dans la langue de présentation), un compte-rendu des débats et les recommandations formulées par les participants.

RECOMMANDATIONS

1. OUVRIR DE NOUVEAUX CHAMPS SPÉCIFIQUES POUR TENIR COMPTE DE L'ÉLARGISSEMENT DU CONCEPT DE PATRIMOINE ET DE SON RÔLE DANS LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE

- a.** Meilleure prise en compte des patrimoines des 19^{ème} et 20^{ème} siècles
- b.** Travail spécifique sur les paysages culturels et le patrimoine rural
 - i.* Déterminer les priorités
 - ii.* Déterminer l'échelle retenue (1° signalement; 2° description; 3° étude après enquête)
- c.** Travail spécifique sur le patrimoine oral et immatériel
 - i.* Liste indicative des champs et domaines à aborder
 - ii.* Action particulière sur les savoir faire et les métiers
- d.** Identification de domaines "charnière", par exemple l'architecture traditionnelle ou la poterie, qui associent inventaire immobilier ou mobilier et inventaire des savoir faire et des techniques
- e.** Favoriser une attention particulière pour les "patrimoines mobiliers déplacés" suite à une guerre ou une occupation (cf Palestine)
- f.** Réaliser par pays un "inventaire des inventaires"

2. PROMOUVOIR LES LÉGISLATIONS, AMÉLIORER LES RÉGLEMENTATIONS

- a.** Réaffirmer le rôle des inventaires comme point de départ d'une politique du patrimoine et leur donner une force juridique de protection
- b.** Améliorer les législations sur les biens du patrimoine des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, sur les paysages culturels et sur le patrimoine oral et immatériel.
- c.** Généraliser des atlas du patrimoine avec cahiers des charges communs
- d.** Promouvoir les études d'incidence préalables à des travaux
- e.** Communiquer aux propriétaires privés copie de l'inventaire des biens les concernant
- f.** Fixer une limite de temps à la détention de la documentation des missions et chercheurs sur le terrain (5ans?), et exiger une restitution obligatoire aux services du patrimoine sous des fiches et formes standardisées
- g.** Rassembler les réglementations dans des codes nationaux du patrimoine
- h.** Communiquer à la base de données de l'UNESCO les législations nationales et les réglementations locales

3. ELARGIR LE CHAMP DES ACTEURS INSTITUTIONNELS ET PUBLICS

- a.** Opter pour des priorités nationales sur base de travaux scientifiques
- b.** Favoriser l'implication des populations et des communautés
 - i.* Action particulière sur les centres historiques et sur des territoires spécifiques
 - ii.* Action particulière d'étude du patrimoine oral et immatériel.
- c.** Favoriser les opérations pluridisciplinaires
 - i.* Développer la constitution d'équipes opérationnelles de terrain multi-disciplinaires capables d'aborder plusieurs types de patrimoine dans des campagnes communes
 - ii.* Commencer avec des projets pilotes

- d. Rendre obligatoires les inventaires des antiquaires
- e. Développer des politiques de soutien aux propriétaires privés pour favoriser leur ouverture à l'inventaire

4. DÉVELOPPER LES OUTILS INFORMATIQUES

- a. Analyser les logiciels pour en identifier les composantes et les qualités/défauts
- b. Favoriser systématiquement l'usage des logiciels libres
- c. Assurer, au plan national, la compatibilité des bases de données des divers ministères, sur des plateformes communes
 - i. Fixer rubriques documentaires et vocabulaire communs pour favoriser l'échange des données
 - ii. Développer l'usage de supports sécurisés et partagés
- d. Promouvoir une compatibilité internationale entre bases de données nationales
- e. Favoriser l'usage des systèmes type WIKI, validés par une autorité scientifique, pour la communication au public,
 - i. en élaborant un code déontologique pour ces validations
 - ii. en instituant des protections juridiques

5. FORMER LES ACTEURS DE L'INVENTAIRE

- a. Soutenir les activités de suivi de l'atelier de Paris au plan national par des relais professionnels et une dissémination de l'information
- b. Former aux nouvelles compétences
- c. Créer une référence de niveaux de compétence requis pour participer à des opérations d'inventaire ou les diriger
- d. Favoriser les formations à l'échelle régionale internationale sur outils informatiques nouveaux

6. ORGANISER DES ATELIERS MÉTHODOLOGIQUES

- a. Insister sur les valeurs des éléments de l'inventaire, leur "cultural significance", leur usage, l'urgence d'une intervention de conservation.
 - i. Définir des critères pour l'établissement de priorités
 - ii. Elaborer les méthodes pour documenter l'état de conservation des éléments inventoriés en vue de la gestion prévisionnelle de ces éléments (plans de restauration, conservation préventive, etc.)
- b. Définir méthode et procédure d'évaluation des pré-inventaires sur Google :
 - i. Bons usages des données spatialisées sur Google
 - ii. De Google à un SIG : méthodologie
 - iii. Méthodologie des SIG et des Atlas électroniques
- c. Elaborer des indicateurs de performance et des mesures de réalisation
 - i. Elaboration d'un système d'évaluation de l'impact des inventaires du patrimoine immobilier sur l'amélioration de la conservation du patrimoine bâti non protégé
 - ii. Evaluation semblable pour les biens meubles et le patrimoine oral et immatériel
- d. Gestion des réserves d'objets non encore entrés dans des collections
- e. Inventaires de catastrophe et de guerre : démarches type Bouclier Bleu
- f. Plans de communication au public

7. DÉVELOPPER LES COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

- a.** Soutien aux activités de suivi de l'atelier de Paris au plan régional (cf projets prévus au Maghreb; initiatives possibles au Mashreq)
- b.** Travail sur les dimensions régionales des paysages culturels, du patrimoine oral et immatériel, du patrimoine des 19^e et 20^e siècles.
- c.** Chantiers pilotes régionaux
- d.** Management de l'information
 - i.* Créer une base de données internationale sur les opérations menées dans les différents pays, avec indication des organisations et des responsables de projets
 - ii.* Numériser de manière harmonisée le patrimoine ethnographique
- e.** Chercher le soutien de l'ALECSO pour les actions dans le monde arabe.

8. CRÉER ET ENTRETENIR DES OUTILS COMMUNS

- a.** Réaliser un Thesaurus multilingue (dont l'arabe) à partir du bilan des opérations existantes (ICCROM, HEREIN, autres)
- b.** Assurer l'accès à des bibliographies et à des documentations en ligne,
- c.** Prévoir un Thesaurus des noms de lieux et de localités
- d.** Prévoir des Thesaurus régionaux particuliers
- e.** Définir des typologies architecturales, d'objets, etc...
- f.** Favoriser des bases de données scientifiques de type "archives ouvertes"
- g.** Réaliser un répertoire de cartographies libres de droits

PRESENTATION

Jean-Louis LUXEN
Senior Legal Expert
RMSU

These Proceedings present the documents related to the workshop on INVENTORIES that took place in Paris, at UNESCO Headquarters. It is the result of a fruitful co-operation between the Euromed Heritage programme of the European Union and the Agreement France-UNESCO.

The workshop is part of various activities foreseen to respond to the wish expressed by the partner countries of North Africa and the Near East in the view of reinforcing the institutional and legal framework of their heritage policy. Quite logically, the inventories appeared as the required, basic approach to the knowledge and the preservation of heritage.

Other workshops will take place on illicit traffic, on rehabilitation of historic towns, on heritage economics and funding of conservation, on training and education.

As far as inventories are concerned, all the countries have a similar legal and regulatory framework, rather conform with the international norms. They all have inventories, sometimes for over a century. Differences appear mainly in the implementation of these regulations, in the organisation of the services in charge of the inventories and in their relations among them, as well as in the level of allocation of human and financial resources.

The Paris workshop intended to identify the up-dating requirements of the methodology of data gathering and processing. Such an up-dating is made necessary with the use of new technologies of information and communication. The inventories are also led to cover all the dimensions of a modern, global concept of heritage: culture and nature, movable and immovable, tangible and intangible, in the view of physical planning and of a sustainable human development. The co-operation between the Mediterranean countries offers the possibility of fruitful exchanges of experiences, ideas and good practices.

Before the workshop, a "background paper" was submitted to the participants of the different countries and international organisations, in order to collect their opinions, proposals and projects. Sixteen "contributions to the debates" were collected and disseminated among the participants before the meeting, thus allowing the workshop to concentrate on the various issues.

This dossier puts at your disposal: the background paper, the written contributions of the participants (in their original language), a report of the debates and the recommendations adopted by the participants.

RECOMMENDATIONS

1. OPEN NEW SPECIFIC FIELDS IN ORDER TO TAKE INTO ACCOUNT THE EXPANSION OF THE HERITAGE CONCEPT AND ITS ROLE IN MODERN SOCIETY

- a.** Better recognition of the heritages of the 19th and 20th centuries
- b.** Specific work on the cultural landscapes and the rural heritage
 - i. Determining priorities
 - ii. Determining the retention scale (1° identification; 2° description; 3° study after survey)
- c.** Specific work on the oral and intangible heritage
 - i. Indicating list of the fields and domains to be addressed
 - ii. Particular interest as regards the know-how and experience
- d.** Identification of the "connected domains", for example traditional architecture or pottery, which are associated with the inventory of moveable or immoveable assets, and the inventory of know-how and technologies
- e.** Encourage particular attention to the displaced moveable properties due to war or occupation (cf Palestine)
- f.** Carry out an "inventory of inventories" per country

2. PROMOTE LEGISLATIONS, IMPROVE REGULATIONS

- a.** Reaffirm the role of the inventories as the starting point of a heritage policy and give them legal preservation power
- b.** Improve legislation on the heritage of the 19th and 20th centuries, on cultural landscapes and on the oral and intangible heritage
- c.** Generalise the atlas of heritage, with common standards and requirements
- d.** Promote impact studies prior to works
- e.** Give a copy of the inventory of private properties to the owners concerned
- f.** Fix a time limit on the possession of documentation by missions and field researchers (5 years ?), and demand the obligatory restitution to the heritage authorities under standardised fiches and forms
- g.** Pull together the regulations in national heritage codes
- h.** Communicate the national legislations and the local regulations to the UNESCO legal data base.

3. ENLARGE THE FIELD OF INSTITUTIONAL AND PUBLIC ACTORS

- a.** Opt for national priorities on the basis of scientific work
- b.** Encourage the involvement of the population and local communities
 - i. Particular action as regards the historical centres and specific territories
 - ii. Particular action as regards study of the oral and intangible heritage
- c.** Promote multidisciplinary operations
 - i. Set up operational and multidisciplinary field teams capable of tackling several heritage types in joint campaigns
 - ii. Start with pilot projects
- d.** Make obligatory the inventories of antique dealers
- e.** Develop support policies for private owners to encourage an open mind towards the inventory

4. DEVELOP COMPUTER SKILLS

- a.** Analyse the software in order to identify the elements and the qualities/defects
- b.** Encourage systematically the use of open source software
- c.** Insure, on a national level, the compatibility of the databases of the different ministries on common platforms
 - i. Fix common document and vocabulary sections to encourage the exchange of data
 - ii. Develop the use of secure and shared software
- d.** Develop international compatibility between the national databases
- e.** Encourage the use of systems of the type WIKI, validated by a scientific authority, for communication to the public
 - i. by developing an ethical code for these validations
 - ii. by establishing legal protections

5. TRAIN THE WORKERS WITH THE INVENTORY

- a.** Support the follow-up activities of the Paris Workshop on a national level by professional communications and the spreading of information
- b.** Train in new expertise
- c.** Create a reference of the level of expertise required to participate in the inventory operations or to direct them
- d.** Promote training at a regional international scale with new computer tools

6. ORGANISE METHODOLOGICAL WORKSHOPS

- a.** Insist on the values of the elements of the inventory, their cultural significance, their use, and the urgency of intervention for conservation
 - i. Define the criteria for the establishment of priorities
 - ii. Develop methods to provide documentation on the state of conservation of the elements in the inventories in view of the projected management of these elements (plans for restoration, preventive conservation, etc.)
- b.** Define the evaluation method and procedure of the pre-inventories on Google:
 - i. Good usage of the data spatialised on Google
 - ii. From Google to a GIS: methodology
 - iii. Methodology of GIS and the electronic Atlas
- c.** Develop performance indicators
 - i. Develop a system of evaluation of the impact of the built heritage inventories on the improvement of the conservation of the non-protected properties
 - ii. Similar evaluation for the moveable properties and the oral and tangible heritage
- d.** Management of the storages of objects not yet part of collections
- e.** Inventories of catastrophes and war: steps of the type "Blue Shield"
- f.** Plans for communication to the public

7. DEVELOP INTERNATIONAL COOPERATION

- a.** Support for the follow-up activities of the Paris Workshop on a regional level (cf projects foreseen in the Maghrib; possible initiatives in the Mashriq)
- b.** Work on the regional aspects of the cultural landscapes, of the oral and intangible heritage, of the heritage of the 19th and 20th centuries
- c.** Regional pilot projects
- d.** Information management
 - i. Create an international database on the operations carried out in the different countries, giving indication of the organisations and of the persons responsible for the projects
 - ii. Digitise in a harmonious manner the ethnographic heritage
- e.** Seek the support of ALECSO for the actions in the Arab world

8. CREATE AND MAINTAIN COMMON TOOLS

- a.** Put together a multilingual thesaurus (including Arabic) from the existing projects (ICCROM, HEREIN, others)
- b.** Insure online access to bibliographies and documents
- c.** Provide a thesaurus of names of places and localities
- d.** Provide a thesaurus with regional details
- e.** Define typologies of architectural properties, of objects, etc....
- f.** Promote scientific databases of the type "open archives"
- g.** Draw up a repertoire of cartography free of copyright

مقدمة

جان لويس لوكسان
خبير قانوني أعلى

تتضمن هذه المستندات الوثائق الخاصة بورشة العمل التي تحمل عنوان "قوائم الجرد" والتي أقيمت في مركز الأونسكو في باريس. وهي نتيجة تعاون مثمر بين برنامج التراث الأوروبي المتوسطي للإتحاد الأوروبي والإتفاق بين فرنسا والأونسكو.

تمّ تقييد ورشة العمل بعدة نشاطات متوقعة من أجل تحقيق أمنية البلدان الشريكة لأفريقيا الشمالية والشرق الأدنى بغية تعزيز النطاق القانوني والمؤسّساتي لسياستها التي تختص بالتراث الثقافي. وطبعاً، تمّ فرض وضع قوائم الجرد كمحاولة أساسية لمعرفة وحماية الإرث. ويُتوقّع إقامة ورش أعمال أخرى حول محاربة التجارة غير المشروعة، إعادة تأهيل المدن القديمة، اقتصاد الإرث وتمويل الحفاظ، التدريب والتربية.

وبالنسبة الى قوائم الجرد، كلّ البلدان موجودة في نطاق تشريعي ونظامي مماثل ومطابق فعلاً للمعايير الدولية. فالبلدان جميعها تفرض وضع قوائم الجرد أحياناً منذ أكثر من قرن. تظهر الاختلافات خاصّة في تطبيق هذه القوانين وتنظيم الخدمات الخاصة بقوائم الجرد وعلاقتها ببعضها البعض كما على مستوى الموارد الإنسانية والمالية.

هدفت ورشة العمل الى ابراز ضرورة تجديد الأساليب المتبعة لجمع المعطيات ومعالجتها. وتمّ جعل هذا التجديد ضرورياً باللجوء الى التقنيات الحديثة المتعلقة بالمعلوماتية والاتصالات. كما تمّ استدراج قوائم الجرد الى تغطية كل أبعاد الإرث بمفهوم حديث وشامل : ثقافة وطبيعة، المنقولات والعقارات، المادي وغير المادي بمنظور تهيئة الأقليم والتنطوير المستدام للإنسان. ويسمح التعاون بين البلدان المتوسطية بتبادل مثمر للخبرات والأفكار والممارسات الحسنة.

قبل ورشة العمل، تمّ عرض "وثيقة لمرجعية" على المشتركين من مختلف البلدان والهيئات الدولية بغية الإطلاع على وجهة نظرهم واقتراحاتهم ومشاريعهم. كذلك تمّ الإطلاع على ست عشرة اقتراح كمشاركة أولية في المناقشة وتمّ اعلانها أمام المشتركين قبل الإجتماع مباشرة، وهكذا تمّ السماح لورشة العمل بأن تكون مركزة على بحث الإشكاليات.

يضع هذا الملف تحت تصرّفكم الوثيقة المرجع والمساهمات المكتوبة للمشاركين (باللغة التي تمّ عرضها) وبيان عن المناقشات والتوصيات التي صاغها المشاركون.

1. فتح مجالات معيّنة وجديدة للأخذ بعين الاعتبار توسيع مفهوم التراث ودوره في المجتمع المعاصر

- أ. الأخذ بعين الاعتبار إراث القرنين التاسع عشر والعشرين
- ب. عمل خاص على المشهد الثقافي والتراث الريفي
 1. تحديد الأولويات
 2. تحديد المقياس المعمول به (1 بيان ؛ 2 وصف ؛ 3 دراسة بعد بحث)
- ج. عمل خاص على التراث الشفهي وغير المادي
 1. قائمة تدلّ على الحقول والمجالات التي سيتمّ معالجتها
 2. عمل خاص على المهارات والمهن
- د. تحديد مجالات هي بمثابة "نقطة وصل"، مثلاً الهندسة المعمارية التقليدية أو صناعة الخزف اللتان تجمعان بين الجرد العقاري أو جرد المنقولات وجرد المهارات والتقنيات
- ه. إبداء اهتمام خاص بـ "الإراث المنقولة" بسبب حرب أو احتلال (انظر مثلاً فلسطين)
- و. وضع "جرد لقوائم الجرد" لكل بلد

2. ترويج الشرائع و تطوير القوانين

- أ. التأكيد مجدداً على دور قوائم الجرد كنقطة انطلاق لسياسة التراث واعطائها الحق القانوني لحمايته
- ب. تحسين الشرائع المتعلقة بتراث القرنين التاسع عشر والعشرين، والمشاهد الثقافية والتراث الشفهي وغير المادي.
- ج. تعميم خرائط التراث تحديد لوائح الضروريات
- د. تحسين دراسات الإنعكاسات التي تسبق الأعمال
- ه. إعطاء أصحاب الأملك الخاصة نسخة عن قائمة الجرد المتعلقة بالممتلكات التراثية الخاصة بهم
- و. تحديد مدة زمنية للحصول على توثيق المهمّات لدى الباحثين الميدانيين (خمس سنوات؟) وطلب العودة الملزمة لتلك الوثائق على شكل استمارات معتمدة رسمياً
- ز. جمع القوانين في نطاق قوانين الإرث الوطنية
- ر. إدخال الشرائع الوطنية والقوانين المحلية الى قاعدة البيانات الخاصة بالأونسكو

3. توسيع حقل العاملين في المؤسسات والقطاعات العامة

- أ. اختيار الاولويات الوطنية المبنية على أساس أعمال علمية
- ب. تحسين مشاركة السكان والمجتمع
 1. عمل خاص على المعالم التاريخية والقطر المعينة
 2. عمل خاص على دراسة الإرث الشفهي وغير المادي.
- ج. تحسين الأعمال متعددة الاختصاصات
 1. تطوير تشكيل فرق عمل متعددة الاختصاصات والعاملة في الميدان والقادرة على معالجة انواع عديدة من التراث في حملات مشتركة
 2. البدء بمشاريع نموذجية
- د. جعل قوائم جرد بائعي القطع الأثرية ملزمة
- هـ. تطوير سياسات دعم لأصحاب الأملاك الخاصة من أجل تشجيعهم على الإنفتاح على وضع قائمة الجرد

4. تطوير برامج المعلوماتية

- أ. تحليل البرامج من أجل تحديد المقومات والحسنات والسيئات
- ب. تحسين استخدام البرامج بنظام
- ج. التأكيد على توافق قواعد البيانات للعديد من الوزارات حول برامج مشتركة على المستوى الوطني
 1. تخصيص أعمدة وثائقية ومفردات خاصة من أجل تحسين تبادل المعطيات
 2. تطوير استخدام برامج لحماية الحاسوب والبرمجيات المشتركة
 - د. تحسين التوافق الدولي بين قواعد البيانات الوطنية
 - هـ. تحسين استخدام الأنظمة من نوع ويكي، مثبتة صلاحيتها علمياً، من أجل التواصل مع الناس،
 1. بإعداد لائحة بالأخلاقيات من أجل استخدام صحي لهذه الأنظمة
 2. بإنشاء حماية قانونية

5. تشكيل فريق العاملين على وضع قائمة الجرد

- أ. دعم النشاطات المتواصلة لورشة العمل في باريس على الصعيد الوطني بالتبادل المهني ونشر المعلومات
- ب. التدريب على الكفاءات الجديدة
- ج. خلق مرجع يتضمن مستويات الكفاءة المطلوبة من أجل المشاركة في أعمال وضع قائمة الجرد أو إدارتها
- د. تحسين التدريبات، على المستويين الإقليمي والدولي، على برامج المعلوماتية الجديدة

6. تنظيم ورش أعمال منهجية

- أ. الإصرار على قيمة عناصر قائمة الجرد وأهميتها الثقافية واستخدامها والإلحاح على تدخل للحفاظ عليها.
1. تعريف المعايير لإنشاء الأولويات
 2. إعداد المناهج من أجل توثيق الحفاظ على العناصر التي تمّ جردها بغية ادارة تقديرية لهذه العناصر (خطط ترميم، حفاظ وقائي، الخ).
- ب. تعريف المنهج وإجراءات تقييم قوائم الجرد الموضوعة مسبقاً على شبكة الإنترنت غوغل :
1. الاستخدام الصحيح للمعطيات التي تمّ تحييزها على غوغل
 2. من Google الى GIS: منهجية
 3. منهجية GIS والخرائط الإلكترونية
- ج. إعداد أدلة إداء ومقاييس التنفيذ
1. إعداد أسلوب تقييم تأثير قوائم الجرد الخاصة بالإرث العقاري على تحسين الحفاظ على الإرث الذي بُني وليس محمياً
 2. تقييم مماثل للتراث المنقول والإرث الشفهي وغير المادي
- د. إدارة المحفوظات التي لم تدخل بعد في المجموعات
- هـ. قوائم جرد للكوارث والحروب: محاولات مثل تلك التي يقوم بها "الترس الأزرق" الذي هو بمثابة الصليب الأحمر
- و. خطط تواصل مع الناس

7. تطوير التعاون الدولي

- أ. دعم نشاطات متابعة تابعة لورشة العمل في باريس على الصعيد الإقليمي (انظر مثلاً المشاريع المتوقعة في المغرب؛ المبادرات الممكنة في المشرق)
- ب. العمل على الأبعاد الإقليمية للمشاهد الثقافية والإرث الشفهي وغير المادي والإرث الخاص بالقرنين التاسع عشر والعشرين.
- ج. ورش نموذجية إقليمية
- د. إدارة المعلومات
1. خلق قاعدة بيانات دولية حول الأعمال التي يتمّ القيام بها في مختلف البلدان مع تحديد المنظمات والمسؤولين عن المشاريع
 2. ترقيم الإرث المتعلق بالعراق بصورة ملائمة
- هـ. البحث عن دعم الألكسو من أجل الأعمال في العالم العربي.

8. خلق والحفاظ على البرامج المشتركة

- أ. وضع قاموس متعدد اللغات (بما فيه العربية) من خلال قائمة الأعمال الموجودة (المركز الدولي لدراسة صون وترميم الممتلكات الثقافية ، HEREIN ، الخ)
- ب. التأكيد على الدخول الى الفهارس والى المراجع على شبكة الإنترنت
- ج. توفُّع قاموس يتضمَّن أسماء ومواقع الأماكن
- د. توفُّع قواميس اقليمية خاصة
- هـ. تعريف الأشكال المعمارية ، الأغراض، الخ...
- و. تحسين قواعد البيانات العلمية من نوع "الوثائق المفتوحة"
- ز. وضع فهرس خرائطية حرّة ومجانية غير مقيدة بحقوق النشر



Euromed Heritage / التراث الأوروبي المتوسطي

strengthening of institutional and legal frameworks/
renforcement du cadre institutionnel et juridique/
تعزيز الأطر المؤسسية والقانونية



a programme funded by the European Union/
un programme financé par l'Union européenne/
برنامج ممول من الاتحاد الأوروبي



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Convention France-UNESCO
pour le patrimoine